

concerne le respect des droits de la personne et le pluralisme politique, le gouvernement nicaraguayen a fait des progrès remarquables – son Congrès compte sept partis – surtout si l'on tient compte de la guerre livrée contre lui. Après avoir visité le pays, de nombreux organismes prestigieux défendant les droits de la personne ont conclu que, “d'un point de vue comparatif, les droits de la personne ne sont guère violés au Nicaragua”. Selon un parlementaire canadien, “il faut distinguer les violations fondamentales des délits mineurs” et se garder “d'avoir deux poids, deux mesures” quand on évalue les résultats obtenus par le Nicaragua. “Quel gouvernement a jamais tenu ses promesses ?”, a-t-il demandé. En outre, a-t-il poursuivi, “rappelons-nous que les libertés civiles ont été restreintes énormément au Canada pendant la Seconde Guerre mondiale” tout comme durant la Crise d'octobre 1970 au Québec. “Qu'advierait-il de ces libertés au Canada et aux États-Unis,” a-t-il conclu, “si des groupes semblables aux *contras* occupaient leurs frontières ?”

Parlant du non-alignement, un participant de l'Amérique latine a soutenu que “la présence de sept partis au gouvernement constitue la base d'une telle doctrine” et que les États-Unis “formulent une prophétie se justifiant d'elle-même” (en ce sens, ils font “le jeu de l'Union soviétique”) en adoptant à l'égard de la région des politiques s'inscrivant dans le contexte des relations Est-Ouest. La vraie question a-t-il laissé entendre, c'est de savoir si les États-Unis sont disposés à reconnaître aux petits pays situés dans leur zone hémisphérique d'influence le droit à l'auto-détermination. D'autres participants ont fait observer que les États-Unis avaient violé leurs propres lois et le droit international dans leurs interventions contre le Nicaragua; par ailleurs, les États-Unis n'ont aucunement prouvé que des armes nicaraguayennes avaient été fournies au FMLN salvadorien. Finalement, les participants se sont demandés si l'on pouvait espérer résoudre ces questions, vu les graves tensions qui existent entre les États-Unis et l'Union soviétique. En outre, la militarisation croissante de la région menace de bloquer toutes les issues et d'affaiblir les forces politiques civiles résolues à trouver des solutions pacifiques aux conflits.

On a demandé à un participant américain d'expliquer ce que serait un Nicaragua idéal pour les États-Unis. Il a répondu que son pays souhaite la chute du gouvernement sandiniste et son remplacement par un régime pluraliste. Mais, lui a-t-on encore demandé, cela n'entraînerait-il pas une grande instabilité et l'intensification de la guerre dans la région ? “Tout dépendrait de la façon dont les Sandinistes abandonneraient le pouvoir”, a-t-il répliqué. S'ils y